



Règlement des études spécifique de la

Licence Professionnelle

Mention Métiers de la Protection et de la Gestion de

l'Environnement

Parcours Géomètre-Géomaticien

de l'École nationale des sciences géographiques

(ENSG-Géomatique)

2025-2026



Article 1 – Objet du règlement des études	3
Article 2 - Modification du règlement des études	4
Article 3 - Organisation de la formation	4
Article 3.1 - Calendrier de l'année scolaire	4
Article 3.2 - Les différents acteurs du cycle de la licence professionnelle Géomètre- Géomaticien	4
Article 3.3 - La commission d'enseignement	5
Article 3.4 - Les stages	6
Article 3.5 - Demandes de césure	7
Article 3.6 - Le programme d'enseignement	8
Article 3.7 - Les examens.....	9
Article 3.8 - Les épreuves de rattrapage (seconde session).....	9
Article 3.9 - Communications des notes	10
Article 4 - Discipline	10
Article 4.1 – Procédures pré-disciplinaires.....	10
Article 4.2 – Procédures disciplinaires	12
Article 4.3 – Procédures judiciaires.....	13
Article 5 – Régimes spéciaux d'études et valorisation de l'engagement étudiant	13
Article 5.1 - Aménagement de scolarité.....	13
Article 5.2 – Commission Reconnaissance-Aménagement-Valorisation Étudiant (RAVE) ..	14
Article 5.3 - Valorisation des actions extra-scolaires	14
Article 6 - Validation des études	15
Article 6.1 – Durée des études	15
Article 6.2 – Passage en année supérieure	15
Article 6.3 - Conditions de redoublement.....	15
Article 6.4 - Fin de scolarité.....	15
Article 6.5 - Conditions de diplomation	16

Pour faciliter la lecture du document, les statuts des personnes (élève, enseignant, directeur, ...) sont utilisés au masculin.

Dans le présent règlement, le terme « élève » désigne tout apprenant inscrit au cycle de la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'ENSG-Géomatique, quel que soit son statut (étudiant, apprenti, fonctionnaire ou stagiaire de la formation continue).

Article 1 – Objet du règlement des études

L'École est, depuis le 1er janvier 2020, école membre de l'Université Gustave Eiffel, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental créé par le décret n°2019-1360 du 13 décembre 2019 (ci-après dénommé « décret Univ.-Eiffel »).

Ce règlement des études spécifique la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'École nationale des sciences géographiques s'applique en complément du document « Dispositions générales concernant les règles de progression et les modalités de contrôle des connaissances et des compétences en licence professionnelle » de l'Université Gustave Eiffel. Toutes les dispositions qui y figurent s'appliquent à tous les élèves, quelle que soit leur année de scolarité, sauf mention expresse du contraire.

Il est opposable à tous les élèves du cycle de la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'ENSG-Géomatique, élèves fonctionnaires ou civils, en formation initiale ou continue, ayant un statut d'auditeur libre et suivant l'ensemble des enseignements ou en partie.

Les étudiants suivant la spécialisation « Géomatique et environnement en alternance » en 3^{ème} année sont soumis aux règlements de l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.

Les élèves de l'ENSG-Géomatique qui suivent une partie de leur scolarité dans une école ou une université partenaire doivent également se conformer aux règlements des études et intérieur des établissements d'accueil.

Ce règlement des études spécifique de la Licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'ENSG-Géomatique se réfère aux textes suivants :

- Le décret Univ.-Eiffel
- l'arrêté du 9 janvier 2006 modifié fixant les conditions d'organisation et de fonctionnement de l'École nationale des sciences géographiques (ci-après dénommé « arrêté ENSG »)
- Le document « Dispositions générales concernant les règles de progression et les modalités de contrôle des connaissances et des compétences en licence professionnelle 2023-2024 » de l'Université Gustave Eiffel
- Le règlement intérieur de l'ENSG-Géomatique

Le présent document, ainsi que ses éventuelles modifications, fait l'objet d'une diffusion publique (par voie d'affichage, mise à disposition sur le site internet de l'École www.ensg.eu) qui le rend connu de tous et opposables à tous.

Les élèves reçoivent lors de leur inscription ou de leur rentrée scolaire les instructions nécessaires pour sa consultation et son téléchargement sous format numérique.

Article 2 - Modification du règlement des études

Le présent règlement peut être modifié par une décision du directeur de l'ENSG-Géomatique, sur proposition du directeur des enseignements, conformément aux circuits de consultation et d'adoption prévus dans le décret Univ.-Eiffel et l'arrêté ENSG.

En outre, toute demande de modification émanant d'au moins deux représentants des élèves du cycle de la licence professionnelle Géomètre-Géomaticien fait l'objet d'un examen par la direction des enseignements de l'École. Tout rejet est formulé par écrit et porté à connaissance des demandeurs.

Les élèves sont informés des éventuelles modifications du règlement par une note de service diffusée par affichage sur les panneaux réservés à cet effet, et par messagerie électronique sur leur compte individuel de messagerie créé par l'École.

Article 3 - Organisation de la formation

Article 3.1 - Calendrier de l'année scolaire

La direction des enseignements de l'École fixe, au plus tard trois mois avant la rentrée scolaire, le calendrier scolaire à savoir les dates principales de la session scolaire, y compris les congés scolaires ainsi que les périodes de fermeture de l'École, en relation avec celles de l'institut national de l'information géographique et forestière.

La date de rentrée scolaire est notifiée individuellement à tous les nouveaux élèves lors de la notification de leur admission.

Article 3.2 - Les différents acteurs du cycle de la licence professionnelle Géomètre-Géomaticien

- *Le responsable pédagogique de la licence professionnelle Géomètre-Géomaticien*

Nommé sur décision du directeur de l'ENSG-Géomatique, le responsable pédagogique de cycle assure la gestion pédagogique pour le cycle la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien en concertation avec le directeur des enseignements. Il est en charge notamment de la rédaction et des évolutions du programme d'enseignement en collaboration avec le département de la formation initiale et les différents pôles et secteurs des enseignements.

- *Le tuteur de promotion de la licence professionnelle Géomètre-Géomaticien*

Nommé sur décision du directeur de l'ENSG-Géomatique, les tuteurs du cycle de la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien (un par année de formation) sont les

interlocuteurs privilégiés entre les élèves d'une année donnée et l'administration de l'École. Ils ont un rôle d'information, de suivi, d'écoute et de conseil.

Pendant le stage de travaux de terrain, le responsable du groupe d'instruction, en charge de l'organisation du stage, assure les fonctions de tuteur pour le cycle la licence professionnelle Géomètre-Géomaticien.

Durant les autres stages, les fonctions de tuteur sont exercées par le responsable administratif des stages et le ou les enseignant(s) référent(s), responsables du suivi du stage de l'élève.

- *L'enseignant référent*

L'enseignant référent assure le suivi pédagogique d'un élève donné lors des périodes de stages.

- *Les représentants des élèves*

Deux représentants titulaires et deux représentants suppléants par année du cycle la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien sont élus chaque année, au scrutin plurinominal à un tour, par le collège des élèves et des auditeurs libres rattachés à ce cycle. Les deux populations d'élèves, c'est-à-dire fonctionnaires IGN et non fonctionnaires, doivent être représentées.

Les candidats sont classés selon le nombre décroissant de voix obtenues ; les représentants titulaires et suppléants sont désignés dans l'ordre décroissant de ce classement. En cas d'égalité des voix, la préférence est donnée au plus âgé. Ces élections sont organisées à la diligence de la direction des enseignements par le tuteur de l'année et en tout état de cause avant le 31 décembre suivant la rentrée scolaire.

Les représentants des élèves participent avec une voix consultative aux commissions d'enseignements du cycle la licence professionnelle Géomètre-Géomaticien. Sur décision de la direction de l'École, ils peuvent être conviés à d'autres réunions, notamment à celles traitant de réformes ou d'actions concernant la scolarité des élèves.

Ils ont également pour mission de faire connaître à la direction des enseignements ou à la direction de l'ENSG-Géomatique tout problème dont ils seraient informés concernant les élèves ou l'établissement. En particulier, ils doivent spontanément signaler à la direction tout élément de nature à créer un obstacle à l'efficacité de l'enseignement.

Enfin, les représentants des élèves ont aussi un rôle d'intermédiaire entre les élèves de la promotion et l'équipe administrative et pédagogique. Ils peuvent ainsi avoir un rôle de coordination au sein de la promotion pour certaines activités pédagogiques (exemple : la répartition en groupes pour des projets).

Article 3.3 - La commission d'enseignement

La composition de la commission d'enseignement est précisée dans l'arrêté ENSG.

Convoquée par le directeur de l'ENSG-Géomatique et présidée par le directeur ou un directeur adjoint de l'ENSG-Géomatique, la commission d'enseignement du cycle la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'ENSG-Géomatique se réunit deux fois par an.

Les commissions d'enseignement de fin de première et de deuxième année font office de jury de passage en année supérieure et peuvent prononcer les avis suivants :

- Passage en année supérieure
- Passage autorisé en année supérieure avec engagement de validation
- Redoublement (si l'élève n'est pas apprenti)
- Échec à la formation

La commission d'enseignement de troisième année fait office de jury d'attribution du diplôme la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'ENSG-Géomatique et peut prononcer les avis suivants :

- Délivrance du diplôme
- Délivrance du diplôme sous réserve
- Redoublement
- Échec à la formation

Dans le cas de la « délivrance du diplôme sous réserve », la commission indique formellement la condition académique à valider et le temps octroyé pour la satisfaire.

Si l'avis est « échec à la formation », l'élève ne peut plus suivre le cursus dans lequel il était inscrit.

Les décisions de ces commissions d'enseignement sont consignées dans un procès-verbal diffusé auprès de ses membres. La commission d'enseignements peut décider d'auditionner un élève ou toute personne qu'elle juge utile pour éclairer ses décisions.

Sur proposition de la direction des enseignements, la commission d'enseignement donne un avis sur les demandes d'année de césure.

Le président de la commission d'enseignement peut, pour répondre à des demandes particulières ou qui relèvent de l'urgence, organiser une consultation écrite, par courrier électronique, de ses membres. Cette consultation fait alors l'objet d'un relevé de décision annexé au procès-verbal de la réunion suivante de commission d'enseignement.

Article 3.4 - Les stages

Un stage en première année et un stage en deuxième année se déroulent pour tous les étudiants dans les locaux de l'IGN/ENSG à Forcalquier.

Pour les stages en entreprise, une plateforme est mise à disposition des étudiants afin de récupérer et transmettre toutes les ressources utiles à la mise en place de leur stage et au bon déroulement de celui-ci. Les sujets pour ces stages et leurs objectifs sont préalablement validés la direction des enseignements de l'école sur la base d'une description du sujet, d'un bilan carbone prévisionnel et, pour les élèves fonctionnaires, d'une évaluation du coût

budgétaire pour l'administration (indemnités de mission et frais de transport). Ces éléments sont explicités dans un guide des stages remis aux élèves l'École. Ces stages donnent lieu à l'établissement d'une convention de stage, signée par l'École, l'élève, le maître de stage et l'organisme d'accueil, qui précise les conditions de déroulement et d'encadrement prévues et les acquis d'apprentissage visés

Au cours du stage, l'élève transmet à l'école les documents demandés pour le suivi du stage par l'école.

Les jurys de stage sont désignés par la direction des enseignements, délégation pouvant être donnée à des membres de l'équipe pédagogique. Le professeur référent, désigné en début de stage, fait partie du jury. De plus, un rapporteur peut être désigné et faire partie du jury. À l'issue de la délibération, le président du jury peut prononcer :

- la validation du stage ;
- la validation du stage sous conditions d'un complément de travail dont la nature est précisée par le jury ;
- la non validation du stage.

Des membres de l'organisme d'accueil du stagiaire peuvent venir assister à la soutenance. L'organisme participe à l'évaluation du stage de l'élève via une grille d'évaluation transmise à l'ENSG-Géomatique en amont de la soutenance.

Tous les rapports et rendus établis par les élèves dans le cadre de leur scolarité à l'issue de stages, ou dans le cadre des enseignements, demeurent propriété de l'École qui pourra, au besoin, les utiliser notamment dans le cadre de la gestion de son fonds documentaire et dans les actions de valorisation de l'École dans le respect du secret des affaires, de la protection des données personnelles et du droit moral de l'auteur.

Article 3.5 - Demandes de césure

Les élèves peuvent demander à bénéficier d'une année de césure entre la première et la deuxième année ou entre la deuxième et la troisième année de leur cycle. Elle ne peut avoir lieu qu'une fois dans la scolarité.

Ils doivent en faire la demande au deuxième semestre de la première année (pour une césure après la première année) ou au premier semestre de la deuxième année (pour une césure après la deuxième année). Les demandes de césure sont instruites par la direction des enseignements et soumises à l'avis de la commission d'enseignement du cycle d'ingénieur. L'avis est notamment motivé par le projet de l'élève et par les résultats obtenus par l'élève pendant la ou les deux premières années du cycle et sa capacité à reprendre ses études avec succès après l'année de césure.

Les élèves ayant obtenu l'accord de l'école pour une année de césure doivent signer un « contrat de césure » avec l'école qui précise notamment les conditions de communication et d'échanges entre l'élève et l'école pendant cette période.

Pendant l'année scolaire de césure, les élèves doivent s'inscrire administrativement et ils gardent leur statut d'élève de l'ENSG-Géomatique et de l'Université Gustave Eiffel.

Article 3.6 - Le programme d'enseignement

Le programme d'enseignement, accessible aux élèves sur l'intranet de l'ENSG-Géomatique, recense pour le cycle de la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien tous les enseignements dispensés (éléments constitutifs des unités d'enseignements (ECUE)). Il décrit notamment leur contenu, les volumes horaires et les compétences attendues, les évaluations (nature et coefficients appliqués), leur organisation en unités d'enseignement et les crédits ECTS correspondants (voir ci-dessous).

En cas de nécessité, ce document peut être amené à évoluer en cours d'année : la version mise à jour par le responsable du cycle est alors soumise pour avis à la commission d'enseignement et portée à la connaissance des élèves.

- *Les unités d'enseignement et les éléments constitutifs*

Les enseignements qui présentent une cohérence thématique ou disciplinaire sont regroupés en une unité d'enseignement (UE) : ces enseignements sont appelés éléments constitutifs des unités d'enseignement (ECUE). Les unités d'enseignement sont placées sous la maîtrise d'œuvre d'un ou plusieurs pôles ou secteurs des enseignements de l'ENSG-Géomatique ou/et de l'UFR de Géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Pour valider une UE, la moyenne des notes des éléments constitutifs de l'unité d'enseignement évalués qui la composent, pondérée par les coefficients de ces ECUE, doit être supérieure ou égale à 10/20.

Pour l'ensemble des UE et pour toutes les formes d'activités pédagogiques, si la formation antérieure de l'élève le justifie, des aménagements ponctuels en fonction des objectifs de chaque matière pourront être proposés par la direction des enseignements, en concertation avec l'équipe pédagogique, et formalisés dans un contrat pédagogique.

- *Les crédits ECTS*

L'École a adopté le principe des crédits capitalisables ECTS (European Credits Transfer Scale). Ce système, initié par l'Union européenne dans le cadre du « Processus de Bologne », permet une meilleure lisibilité des programmes d'enseignement et donc leur comparaison, facilitant ainsi la mobilité des élèves d'un établissement à l'autre ou d'un pays à l'autre.

Dans la pratique, la validation d'une unité d'enseignement permet la capitalisation des ECTS qui lui sont associés. Le nombre d'ECTS associé à une unité d'enseignement donnée est précisé dans le programme d'enseignement et traduit l'importance de l'unité d'enseignement en termes de volume horaire des enseignements qui le composent ou d'investissement nécessaire à l'élève pour sa validation.

Pour valider une année, l'élève doit valider les 60 ECTS du programme d'enseignement du cycle licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'ENSG-Géomatique.

Article 3.7 - Les examens

Lors des examens, les élèves ne conservent avec eux que le matériel autorisé pour l'épreuve. Les vêtements d'extérieur, sacs, porte-documents, etc. doivent être déposés à l'entrée ou au fond de la salle. Il en est de même des téléphones portables (ou de tout autre dispositif de stockage, d'émission ou de réception d'informations) qui doivent être éteints.

Le délai d'acceptation d'un élève retardataire à l'examen est de 30 minutes, sans adaptation de l'heure de fin de l'épreuve. L'accès à la salle d'examen au-delà de cette durée sera refusé et l'élève sera considéré comme absent.

Aucune sortie (temporaire ou définitive) ne sera autorisée avant ce délai de 30 minutes.

Les élèves ne sont pas autorisés à sortir temporairement lorsque l'épreuve est d'une durée inférieure à 2 heures.

En cas exceptionnel ou pour des durées d'épreuves plus longues, les élèves peuvent être autorisés à sortir pour aller aux toilettes en respectant les règles suivantes :

- l'heure de sortie et de rentrée de l'élève sont indiquées sur la feuille d'émargement
- l'étudiant se rend aux toilettes les plus proches de la salle d'examen
- un seul élève peut sortir à la fois
- un élève ne peut sortir qu'une fois par épreuve

Les élèves ne peuvent composer que sur le matériel mis à leur disposition sauf indication contraire notifiée par le surveillant.

Article 3.8 - Les épreuves de rattrapage (seconde session)

La direction des enseignements de l'ENSG-Géomatique ou l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne convoque, par voie électronique, les élèves qui peuvent bénéficier de la session de rattrapage et en fixe les modalités pratiques.

Un élève est concerné par des rattrapages lorsqu'il ne valide pas une ou plusieurs unités d'enseignement (c'est-à-dire la moyenne sur cette ou ces UE est inférieure strictement à 10). Pour chaque UE non validée, l'étudiant est concerné par un rattrapage seulement pour le ou les ECUE de cette UE dont la note obtenue en session initiale est strictement inférieure à 10.

Le mode d'organisation et d'évaluation des épreuves de rattrapage peut revêtir toute forme définie conjointement par le pôle ou secteur des enseignements maître d'œuvre de l'unité d'enseignement et le directeur des enseignements (par exemple une soutenance orale, étude bibliographique, travail complémentaire s'il s'agit d'un projet...). Par défaut, une épreuve porte sur un ECUE avec la nouvelle note qui, si elle est meilleure, remplacera alors l'ancienne dans le calcul de la moyenne de l'UE. Plus rarement, l'épreuve de rattrapage peut porter sur

plusieurs ECUE de l'UE simultanément, et la note obtenue, si elle est meilleure, remplacera celle obtenue initialement sur l'UE.

Pour les stages et pour certains projets, il n'est pas organisé de seconde session.

Il ne peut être organisé qu'un **seul** rattrapage par élève pour un ECUE (ou une UE le cas échéant) donné durant une année scolaire.

L'élève devant rattraper un ECUE ou une UE d'une année scolaire précédente est convoqué à l'épreuve initiale de cet ECUE ou de cette UE.

Les rattrapages pourront être organisés jusqu'à une année après la fin de scolarité de l'élève, si accord de la commission des enseignements

Article 3.9 - Communications des notes

La direction des enseignements centralise les notes et les communique aux élèves via l'outil de suivi de la scolarité. Indépendamment, les enseignants peuvent également communiquer les notes, avec commentaires éventuels, directement aux étudiants.

Les notes, les copies corrigées ou les travaux annotés sont remis aux élèves dans un délai d'un mois après chaque examen ou rendu des travaux. Si le délai ne peut être tenu, le ou la responsable de l'enseignement ou le département en charge de cet enseignement communique aux élèves, et les informe de la nouvelle échéance.

Article 4 - Discipline

Article 4.1 – Procédures pré-disciplinaires

- *Défaut d'assiduité aux activités pédagogiques*

La présence aux activités pédagogiques programmées par l'École (cours, TP, TD, conférences...) est obligatoire.

L'emploi du temps est porté à la connaissance des élèves par voie d'affichage et par internet. Il est susceptible de modifications à tout moment.

Une plage horaire est considérée comme libre à condition qu'elle soit restée non programmée à partir de 48h avant le début de la plage. Par conséquent, les élèves ne doivent pas prendre d'engagement sur les plages horaires non affectées, celles-ci pouvant être reprogrammées inopinément.

Lorsque cela est possible, un élève doit prévenir ou faire prévenir l'administration de l'École de son absence ou de son retard. Celle-ci ou celui-ci doit en outre être justifié(e) le plus rapidement possible et dans un délai maximal de 48 heures à partir du début de l'absence : la direction des enseignements statue alors la recevabilité de la justification de l'absence. L'élève fonctionnaire ou salarié doit transmettre, sous 48 heures après le début de l'absence, son arrêt de travail à l'administration de l'école.

Les justifications d'absence qui peuvent être acceptées sont :

- arrêt maladie pour les élèves fonctionnaires ou salariés
- certificat médical indiquant la date et la durée de l'absence
- convocation administrative ou médicale
- aménagement de scolarité validé par l'ENSG-Géomatique en amont
- motif d'absence exceptionnelle, sous réserve de justificatifs

En cas de défaut d'assiduité d'un élève (absence ou retard non justifié), un coefficient réducteur peut être appliqué à la note qu'il obtient dans la matière concernée, à raison de 10% par séance manquée et dans la limite de 50% de la note obtenue, coefficient réducteur maximal. Si la matière n'est pas évaluée, le coefficient pourra être appliqué sur une autre matière évaluée de l'unité d'enseignement concernée, ou à défaut d'une autre unité d'enseignement.

Par ailleurs, les employeurs des élèves salariés sont avertis des défauts d'assiduité de leurs agents.

- *Défaut d'assiduité aux évaluations*

En cas de défaut d'assiduité d'un élève à une évaluation initiale :

- En cas de justificatif valable, l'élève sera convoqué lors de l'épreuve de rattrapage de l'année en cours.
- En cas de justificatif non valable, l'élève se voit alors attribuer la note de zéro, sans possibilité de rattrapage pendant l'année scolaire en cours.

En cas de défaut d'assiduité d'un élève à une évaluation de rattrapage, justifié ou non, l'élève perd le droit à son rattrapage pour l'année en cours.

- *Comportement*

Le comportement de l'élève ne doit pas perturber le bon déroulement d'un cours ou d'une évaluation. A la suite de la remontée par l'enseignant de toute attitude gênant l'enseignant ou ses camarades (retard, bruit, insolence, inactivité, utilisation du téléphone portable, ...), la direction des enseignements pourra décider d'appliquer un coefficient réducteur à la note dans la matière concernée, à raison de 10% par signalement et dans la limite de 50% de la note obtenue. Si la matière n'est pas évaluée, le coefficient pourra être appliqué sur une autre matière évaluée de l'unité d'enseignement concernée, ou à défaut d'une autre unité d'enseignement.

L'enseignant pourra également décider d'exclure cet élève de la séance. Si la séance est évaluée, l'élève se voit alors attribuer la note de zéro, sans possibilité de rattrapage pendant l'année scolaire en cours.

L'élève peut également être exclu pour le restant de l'année de ce cours, sur proposition de l'enseignant concerné, par décision conjointe du responsable de cycle et du directeur des enseignements, et se voit alors appliquer le coefficient réducteur maximal de 50%.

- *Non-respect des délais pour les travaux rendus*

Les enseignants ou les responsables de cycle fixent les délais de rendu des travaux ou projets pédagogiques donnés aux élèves. En cas de retard dans le rendu de ces travaux, un coefficient réduisant la note obtenue de 10% par jour ouvré de retard peut être appliqué, sur proposition de l'enseignant, par décision conjointe de l'enseignant et de la direction des enseignements. Au-delà de 5 jours ouvrés de retard, aucun rendu ne sera accepté et la note de zéro sera attribuée à l'élève.

- *Fraude - plagiat*

Tout plagiat, fraude, tentative de fraude ou complicité de fraude durant une évaluation donne lieu à l'exclusion de l'élève de l'évaluation qui se voit alors attribuer la note zéro, sans possibilité de rattrapage pendant l'année scolaire en cours. Lorsque la fraude ou le plagiat est détecté lors de la correction des productions rendues (copies, mémoires, codes de programmation...), la note zéro est également attribuée, par décision conjointe du responsable de cycle et du directeur des enseignements, sans possibilité de rattrapage pendant l'année scolaire en cours.

En cas de récidive de fraude ou tentative de fraude, l'élève peut être traduit en conseil de discipline.

Concernant l'utilisation de contenu, de tout type qu'il soit (texte, image, vidéo, code...), obtenu par des algorithmes génératifs (intelligence artificielle générative), l'élève doit respecter les consignes fournies par l'enseignant ou l'équipe pédagogique (autorisation, interdiction...). A défaut, il doit impérativement indiquer les parties de son travail exploitant ou reprenant tout contenu, même partiel, obtenu par des algorithmes génératifs. Faute d'une telle information transparente sur l'usage de ces algorithmes, son travail sera constitutif d'une fraude.

Article 4.2 – Procédures disciplinaires

Les questions disciplinaires relèvent de la responsabilité du directeur de l'École, conformément à la réglementation en vigueur des établissements publics de l'enseignement supérieur.

Le secrétaire général de l'ENSG-Géomatique ou le directeur des enseignements peut saisir le directeur de l'École en cas de non-respect des règles, de dégradation de matériel, d'incivilité, de fraude, de tentative de fraude ou de défaut d'assiduité prolongée et non justifiée d'un élève.

En cas de faute grave relevant du volet académique d'un élève, le directeur de l'École peut saisir la section disciplinaire de l'Université Gustave Eiffel.

Pour les événements relevant du non-respect du règlement intérieur de l'ENSG-Géomatique, le directeur de l'école peut convoquer la section disciplinaire qu'il préside et qui comporte obligatoirement :

- le directeur des enseignements ou son représentant ;

- le responsable du cycle de la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien de l'ENSG-Géomatique ;
- le(s) tuteur(s) de la promotion ;
- les responsables des différents pôles et secteurs d'enseignements de l'ENSG-Géomatique ou leurs représentants ;
- les représentants des élèves de sa promotion

Le directeur de l'École prend une décision qui tient compte des explications de l'élève. Ce dernier peut être assisté d'une personne de son choix.

En application de l'article R.811-11 du code de l'éducation les sanctions qui peuvent être prononcées par la section disciplinaire sont :

1° L'avertissement ;

2° Le blâme ;

3° L'exclusion de l'établissement pour une durée maximum de cinq ans. Cette sanction peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas deux ans ;

4° L'exclusion définitive de l'établissement ;

5° L'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de cinq ans ;

6° L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur.

En cas de faute grave reconnue par la section disciplinaire, et dans le cas d'élèves fonctionnaires ou d'élèves salariés, l'employeur (et le cas échéant le gestionnaire du corps du fonctionnaire) est informé de la décision de la section disciplinaire.

Article 4.3 – Procédures judiciaires

Indépendamment des procédures scolaires et administratives décrites ci-dessus, et en cas de soupçon d'infraction à la loi, le directeur de l'École peut être amené à engager des poursuites ou signaler le comportement d'élèves aux autorités judiciaires.

Article 5 – Régimes spéciaux d'études et valorisation de l'engagement étudiant

Article 5.1 - Aménagement de scolarité

Toute demande d'aménagement liée à une situation médicale ou une situation de handicap devra passer par le Service de Santé Étudiant de l'Université Gustave Eiffel. Le service prendra ensuite contact avec l'ENSG-Géomatique afin de mettre en place les aménagements recommandés, en préservant le secret médical.

Les autres types de demandes d'aménagement sont à formuler dans le cadre de la valorisation de l'engagement étudiant, et sont étudiées par la commission Reconnaissance-Aménagement-Valorisation Etudiant (RAVE) (voir 5.2).

Les aménagements de scolarité décidés seront formalisés dans un contrat pédagogique.

Article 5.2 – Commission Reconnaissance-Aménagement-Valorisation Étudiant (RAVE)

Conformément aux articles L611-4, L611-9, L611-10, L611-11, L611-12 du code de l'Éducation, du décret n°2017-962 et de la circulaire du 23-3-2022 du MESRI, de nombreuses situations liées, entre autres, à l'exercice de responsabilités ou d'activités en dehors du cursus de l'école, peuvent justifier des aménagements de scolarité, être valorisées dans le système de notation (voir article 5.3) et/ou prises en compte sous d'autres formes.

Les demandes sont à formuler auprès de la direction des enseignements, via un formulaire dédié mis à disposition des étudiants sur l'intranet, et sont examinées au fil de l'eau par la commission Reconnaissance-Aménagement-Valorisation Étudiant (RAVE) qui propose à la direction des enseignements les mesures qui conviennent. Les décisions prises par la direction des enseignements pour un élève sur proposition de la commission RAVE sont formalisées dans un contrat pédagogique.

La composition de la commission RAVE fait l'objet d'une décision du directeur de l'École, sur proposition du directeur des enseignements.

Article 5.3 - Valorisation des actions extra-scolaires

Pour encourager et valoriser l'engagement étudiant ou l'implication des élèves dans des actions d'intérêt général reconnues par l'École, notamment dans les actions de promotion ou communication pour l'École ou dans la vie associative, la participation à ces actions ou à ces associations peut se traduire par l'obtention de géopoints.

L'acquisition des géopoints peut être automatique ou être proposé par la commission RAVE (voir 5.2).

Le nombre de géopoints acquis, par année scolaire, figurera sur le relevé de notes de l'élève.

La commission d'enseignement de fin d'année peut convertir ces géopoints en points de jurys, points qui pourront être ajoutés aux moyennes obtenues sur les unités d'enseignement non validées et auxquelles l'élève est inscrit pour l'année en cours.

Les modalités et les barèmes, d'obtention de géopoints et de conversion en points de jury, font l'objet chaque année d'une décision du directeur de l'École, sur proposition du directeur des enseignements.

Article 6 - Validation des études

Article 6.1 – Durée des études

La durée classique du cycle de la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien est de trois ans.

Article 6.2 – Passage en année supérieure

Le passage en année supérieure des élèves du cycle de la licence professionnelle parcours Géomètre-Géomaticien est décidé par la commission d'enseignement de fin d'année.

Par défaut :

- La poursuite d'étude dans un semestre pair d'une même année est de droit pour tout étudiant.
- la poursuite d'étude dans un semestre impair est possible si l'étudiant a obtenu :
 - o La moyenne ou le résultat « validé » à plus de la moitié des UE
 - o Une moyenne égale ou supérieure à 8 sur 20 ou le résultat « validé » à chaque UE

Lorsque la commission d'enseignement ne peut être organisée avant la rentrée scolaire, les élèves commencent à suivre les enseignements correspondant à l'année supérieure de leur cycle, sans préjudice des décisions de la commission d'enseignement.

La poursuite dans le semestre 5 nécessite l'acquisition de toutes les UE des semestres 1, 2, 3 et 4.

Article 6.3 - Conditions de redoublement

La commission d'enseignement peut autoriser un élève à redoubler une seule année, sur l'ensemble de sa formation, pour résultats scolaires insuffisants. Indépendamment, elle peut également autoriser le redoublement pour des raisons médicales dûment justifiées.

Un contrat de redoublement est alors rédigé et signé par la direction des enseignements et l'élève.

Article 6.4 - Fin de scolarité

La commission d'enseignement peut prononcer un avis d'échec à la formation, si le déficit est jugé trop important en cours de scolarité ou si les conditions de diplomation ne sont pas réunies en fin de scolarité. Dans ce cas, l'élève ne peut plus suivre le cursus dans lequel il était inscrit.

Article 6.5 - Conditions de diplomation

Pour obtenir leur diplôme, sauf mention contraire dans un contrat d'aménagement, les élèves doivent :

- valider l'ensemble des UE prévues au programme d'enseignement (représentant 180 ECTS)
- avoir une moyenne supérieure ou égale à 10/20 à l'ensemble des deux UE constituant le projet tutoré et le stage.
- avoir validé au moins 12 semaines de stage en milieu professionnel.

Une attestation de réussite est délivrée par la direction des enseignements de l'École aux élèves ayant achevé leur 3^{ème} année et pour lesquels la commission d'enseignement a acté que les conditions de diplomation étaient réunies.